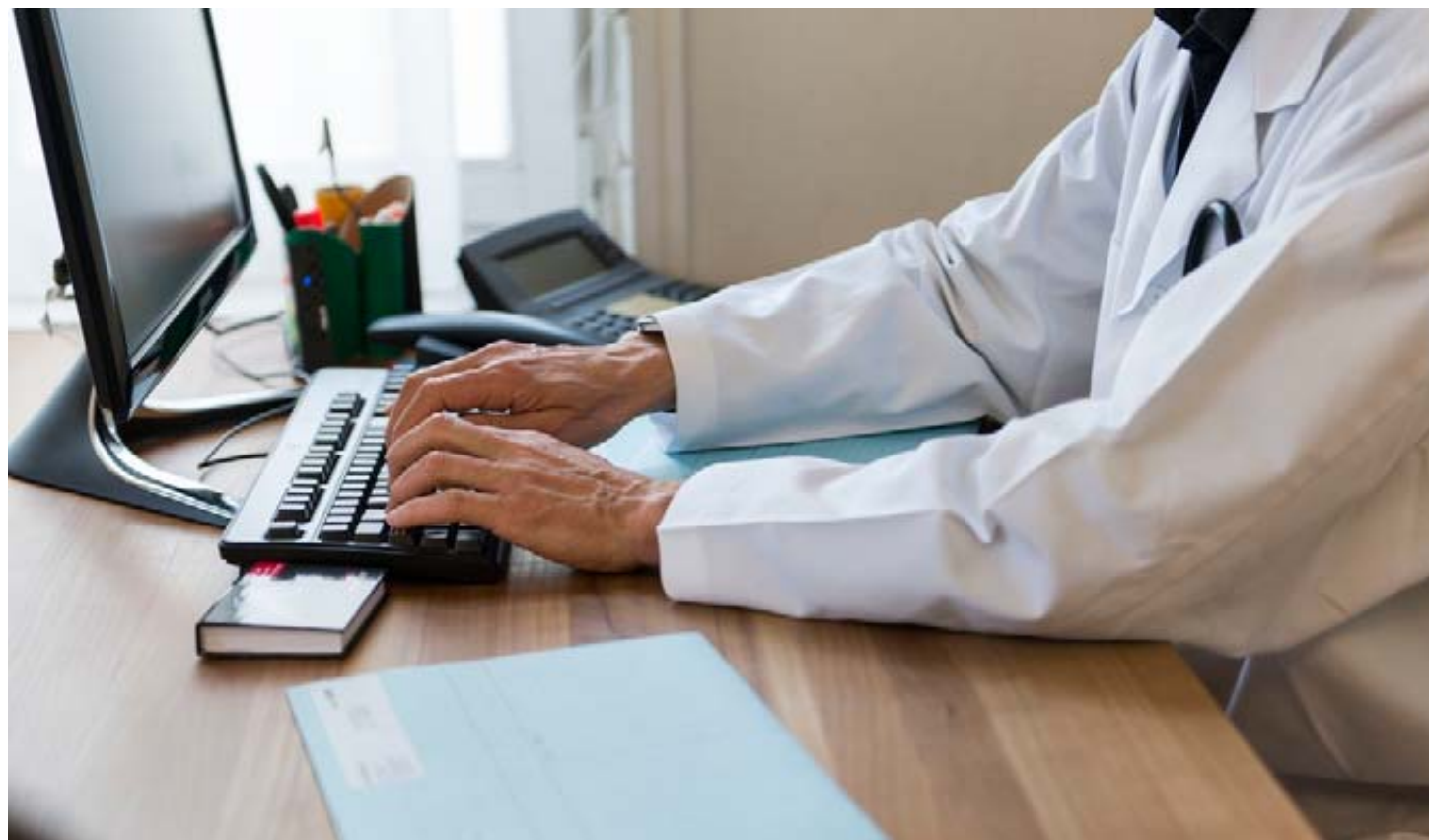


Un plan pour améliorer l'accès aux soins

SANTÉ Le canton dévoile un plan directeur pour répondre à la pénurie de personnel médical. La démarche entend réunir les acteurs du système de santé autour de projets concrets.

PAR **PATRICK.FERRARI@LENOUVELLISTE.CH**



Dans plusieurs domaines, les médecins manquent en Valais. Mais la pénurie touche aussi d'autres professions de la santé comme celles d'assistant médical ou d'infirmier. KEYSTONE

Le plan d'action du canton fait quinze pages. Le document est consultable en ligne.

Il commence par dresser un tableau aussi sombre que réaliste de la situation du système de santé à bout de souffle, en parlant d'un problème de relève et d'une pénurie globale en ressources humaines dans le domaine médical, particulièrement dans le secteur ambulatoire. Autant de facteurs qui rendent l'accès aux soins médicaux plus difficile pour la population.

Ces phrases font écho aux signaux inquiétants renvoyés par le système de santé en Valais depuis plusieurs mois: des difficultés à trouver un médecin de famille ou un pédiatre aux reports d'opérations à l'hôpital, en passant par la fermeture de nuit des urgences de Martigny. Cette feuille de route ambitionne de changer la donne, dans les limites de ce qui est réalisable au niveau cantonal, car la problématique se pose aussi à l'échelle nationale.

Un vaste chantier

Face à l'ampleur de la tâche, le communiqué de presse diffusé hier promet que «les mesures envisagées permettront, d'une part, d'améliorer la qualité et l'efficacité des soins et, d'autre part, d'améliorer les conditions de travail et l'attractivité de la profession pour les médecins du domaine ambulatoire, ainsi que pour les autres professionnels de la santé».

Un vaste chantier qui ne se réalisera pas en un jour. «Ce plan directeur se veut souple et évolutif, mais il donne une vérita-

ble direction à suivre», assure Mathias Reynard. Pour le chef du Département valaisan de la santé, ce master plan doit permettre d'intégrer le maximum de partenaires aux discussions et d'avancer vers des projets concrets à court, moyen et long termes.

Maison de garde, équipe mobile et formation

Du concret, il y en a, selon le chef du département. Et certains projets pourraient être lancés avant l'été. La création d'une ou de plusieurs maisons

de garde serait ainsi en cours de discussion. Ces structures viseraient la prise en charge des urgences non vitales pour répondre aux besoins de la population tout en déchargeant les urgences des hôpitaux. «Il y a des signaux d'ouverture pour cette solution entre les médecins et l'hôpital, car le système de garde actuel peut être amélioré», commente le ministre socialiste.

L'équipe mobile sociale est une autre réalisation à bout touchant. Ce système prévoit d'envoyer dans certains cas un binôme constitué d'un infirmier et d'un assistant social au lieu d'une ambulance.

D'autres solutions sont encore au stade de proposition, comme celle qui consiste à promouvoir et développer la formation d'assistant médical, aussi touché par la pénurie, ainsi que les formations spécialisées en soins infirmiers, comme la formation d'infirmier en pratique avancée.

Les assureurs absents à ce stade

«Dans chaque projet pour avancer, il faudra trouver ce qui

nous rassemble plutôt que ce qui nous divise», relève Mathias Reynard. Un vœu pieux si on se fie à certains dossiers épineux, comme celui du point Tarmed en Valais où aucun compromis n'a encore été trouvé entre médecins et assureurs après des années de négociation. Pas de quoi décourager le ministre de la santé. «Nous avons bien réussi à nous mettre d'accord sur les grandes lignes directrices de ce plan d'action.»

Le document est en effet rédigé par l'Office du médecin cantonal en collaboration avec la Société médicale du Valais, Médecins de famille et de l'enfance et l'Hôpital du Valais.

Mais n'aurait-il pas fallu intégrer à ce stade d'autres acteurs essentiels comme les assureurs malade? «Pas à ce stade», répond le conseiller d'Etat. «Les assureurs sont bien entendu des partenaires importants comme d'autres. On peut penser aux pharmaciens, aux cliniques ou aux EMS par exemple. Le plan directeur prévoit d'ailleurs d'intégrer les différents acteurs du système sanitaire en fonction des projets à mettre en place.»

Une pétition avec déjà 6200 signatures

Mi-février, la Société médicale valaisanne (SMVS) a lancé une pétition à l'attention des politiciens du canton (www.smvs.ch). Pour rappel, le texte demande d'assurer des soins de qualité aux patients et des conditions efficaces de travail aux médecins et professionnels de la santé au travers d'une série de mesures. Bon nombre de ces revendications semblent avoir trouvé une place dans le plan d'action dévoilé par le Département valaisan de la santé hier.

De quoi réjouir Monique Lehky Hagen, présidente de la SMVS, qui ne compte pas pour autant abandonner la récolte de signatures pour cette pétition qui a visiblement pesé au niveau cantonal. «La mise en œuvre du master plan cantonal va prendre des années, en ce sens cette pétition est importante car elle offre un vrai moyen de pression pour que ces changements se réalisent un jour. On veut qu'un maximum de gens la signent en Valais et hors canton pour appuyer une véritable politique de la santé en lieu et place d'une politique des coûts de la santé.»

La pétition a été ouverte à l'échelle nationale. Depuis son lancement, elle a déjà été signée par plus de 6200 personnes, sans compter le soutien de nombreuses associations professionnelles du domaine.